



COMMUNIQUE DE PRESSE de SYLVIANE NOËL

La Roche-sur-Foron, le 18 février 2025

Sénatrice de la Haute-Savoie

La Sénatrice Sylviane Noël appelle le nouveau Ministre de la Santé à prendre des mesures fortes pour garantir la pérennité de l'exercice des médecins de montagne

Chaque année, entre 120 et 140 000 accidents ont lieu en lien avec l'activité sportive et mobilisent pleinement les cabinets médicaux de montagne. Cependant, une nouvelle convention les liant à la CNAM les obligent désormais au recours systématique au centre 15 pour l'administration d'antalgiques intraveineux rendant l'administration d'urgence beaucoup plus complexe. Par ailleurs, cette nouvelle convention aura un impact financier important compte tenu des nouvelles modalités de cotations des actes. La Sénatrice de Haute-Savoie a saisi le Ministre sur le sujet lors de la séance de question orale au Sénat mardi 18 février 2025 pour réclamer un allègement de ces contraintes.

Les médecins de montagne exercent avec passion, une mission vitale dans les zones isolées pour garantir une offre de soins de qualité adaptée, et prennent en charge durant toute la saison, les urgences liées à la pratique de sports d'hiver dont les cas de traumatologie sont souvent graves et nécessitent une réactivité et une technicité qui se passeraient d'obstacles administratifs et financiers préoccupants.

En effet, la récente convention liant les médecins de montagne à la Caisse nationale d'Assurance maladie (CNAM) impose désormais un recours systématique au centre 15 pour l'administration d'antalgiques intraveineux tels que la morphine.

Pour Sylviane Noël, qui a pris attache avec des médecins de montagne concernés, cette mesure est inadaptée aux réalités de terrain où en cas de fracture ou luxation sévère, chaque minute compte et ces délais supplémentaires mettent directement en danger les patients.

En outre, ces actes d'urgence et de traumatologie réalisés par les praticiens en station, ne sont pas valorisés à la hauteur des coûts spécifiques qu'ils engendrent en zone de montagne.

La modification des majorations F, MN, et MM limite désormais les compensations aux seules consultations régulées par le centre 15 ou aux urgences vitales, entraînant une perte de rémunération significative pour des praticiens déjà confrontés à des contraintes exceptionnelles : forte disponibilité, coûts d'équipements, formation technique avancée etc.

A l'occasion d'une séance de questions orales la Sénatrice de la Haute-Savoie a interpellé le nouveau Ministre de la Santé Yannick Neuder sur les conséquences de ces nouvelles dispositions, qui pourraient impliquer la fermeture de nombreux cabinets.

En réponse, le Ministre a défendu la convention comme un outil de réorganisation des soins non programmés, visant à préserver les ressources médicales et à éviter les dérives tarifaires. Il a rappelé que des financements spécifiques existaient pour les cabinets en montagne et que des mesures comme la labellisation des centres de soins non programmés pourraient leur être bénéfiques.

Toutefois, ces réponses, jugées insuffisantes par Sylviane Noël, ne répondent pas aux difficultés concrètes rencontrées par les médecins de montagne. Elle déplore l'absence de mesures immédiates pour alléger les contraintes administratives et revaloriser les actes spécifiques, mettant en garde contre les risques accrus de désertification médicale en zones isolées.

Lien vers la vidéo de la question orale et la réponse du Ministre :

<https://www.youtube.com/watch?v=986WejwBBpU>

Contact presse :

Pierre VATTARD – Cabinet parlementaire de Sylviane NOËL – 04 50 25 18 13 – p.vattard@sylvianenoel.fr
